



**MARC JACQUEMAIN,**

Chargé de cours

Sociologie des Identités Contemporaines

☒ Bd du Rectorat, 7, Bât B 31 / Boîte 47 - 4000 LIEGE - BELGIQUE

☎ + 32 (0) 4 366 30 72

FAX 32 (0) 4 366 45 20

Marc.Jacquemain@ulg.ac.be

## **QUI VOLE UN ŒUF...**

### ***A propos d'éthique et politique.***

Il y a quelques semaines, je découvre en ouvrant mon journal du matin que des gestionnaires d'une société de logement social, membres par ailleurs du parti politique auquel j'adhère moi-même, auraient dépensé en notes de restaurant et de vin au cours d'une année un montant du même ordre de grandeur que mon salaire net.

J'ai beau suspendre mon jugement comme il convient – il s'écrit beaucoup de choses dans les journaux et certaines ne se confirment jamais – c'est le genre de nouvelle qu'on ne peut lire au petit-déjeuner sans s'étrangler. Au cas où le moindre doute surgirait à la lecture de ce qui suit, je n'ai donc pas une once d'indulgence pour les faits de ce genre et j'ai beau ne pas habiter moi-même un logement social, je me sens aussi floué que si c'était mon propre argent qui avait servi à ces dépenses somptuaires.

A l'écoeurement succède donc un certain soulagement lorsque je découvre que le Président du parti en question – un peu poussé dans le dos par les événements, sans doute – entreprend de « purger » son mouvement sans beaucoup de ménagements. C'est le moins qu'il pouvait faire et je pense même que ses amis politiques (les miens) ne l'ont pas tous soutenu avec la détermination dont ils auraient dû faire preuve.

Ce préalable étant clairement posé – parce qu'on n'écrit pas dans une « bulle » et hors tout contexte – je suis plus que perplexe par rapport à l'usage qu'il est fait du mot « éthique » en matière politique.

Je suis moralement choqué par l'attitude imputée aux gestionnaires de La Carolo<sup>1</sup>. Mais moralement, je suis infiniment plus choqué encore par les dégâts humains passés, présents et à venir produits par l'invasion américaine de l'Irak. En dépit du fait que cette réprobation morale est largement partagée, dans notre pays, par l'opinion, la presse et même une bonne partie des élites politiques, le mot « éthique » n'est jamais prononcé. Il n'est pas prononcé s'agissant de la légitimité des buts de la guerre elle-même – qui est pour le moins contestable – mais on ne l'utilise pas davantage pour qualifier la barbarie dont font preuve les belligérants

---

<sup>1</sup> Sous réserve – disons le une fois pour toute – de la présomption d'innocence bien évidemment. Mais il y a une série de faits dont la matérialité n'a pas même été contestée par les personnes impliquées.

des deux camps, l'armée américaine n'étant pas en reste, comme l'atteste d'ailleurs longuement la presse des Etats-Unis<sup>2</sup>. Il semble que, selon le langage courant, il n'y ait pas là matière à discussion « éthique ».

Revenons à des événements plus proches dans l'espace. Lorsqu'un ministre du gouvernement français traite les habitants des banlieues de « racaille » à nettoyer au « karcher », contribuant ainsi à enflammer la révolte avec comme premier objectif son propre positionnement politique, je suis aussi très choqué. Là aussi, il semble bien que des valeurs morales décisives soient engagées, ne serait-ce que le respect à l'égard des citoyens ou le sens des responsabilités de l'homme politique. On peut donc être très critique à l'égard de l'attitude du ministre en question mais, même lorsqu'ils marquent leur réprobation, les médias (ou les citoyens) n'utilisent pas le terme d' « éthique ».

Troisième exemple, encore plus proche : lorsqu'il y a deux ans la plus grande part des élites politiques wallonnes a renié avec grand fracas une loi qu'elle avait votée dans l'espoir d'attirer les faveurs du grand manitou de la formule 1, symbole quasi-paradigmatique de ce que l'on pourrait appeler « l'affairisme sportif », il ne faisait pas bon, alors, faire remarquer (comme avait eu le courage de le faire savoir Ecolo) que cela revenait à transformer la Région wallonne en république bananière. Aujourd'hui, lorsqu'on découvre que les « retombées économiques » s'inversent en un surcoût dont la Région se serait bien passée, il y a pour le moins une certaine indignation au sein de la presse (qui devrait regarder un peu dans son assiette : que n'avait-elle pas écrit à l'époque ?) mais il n'est toujours pas question « d'éthique<sup>3</sup> ».

Dans ces trois exemples – que j'ai pris à dessein très différents dans leur portée et leur contexte – des valeurs morales sont à chaque fois, me semble-t-il, engagées : valeur de la vie humaine, dans le premier cas, valeurs de respect et de responsabilité dans le second, sens de la dignité dans le troisième. Et ces valeurs (la vie, le respect, la responsabilité, la dignité...) sont certainement au centre de notre panthéon contemporain : elles font consensus (même si leur interprétation est une autre affaire). Ces trois exemples nous permettent dès lors de voir ce que l'éthique politique *n'est pas* : elle n'est pas une façon de désigner les valeurs morales dont nous attendons qu'elles soient engagées dans l'action publique, pour l'informer ou pour la guider.

A partir de l'exemple de « La Carolo », on peut sans doute deviner *ce qu'elle est* : un certain nombre de règles de nature plutôt déontologiques qui régissent les *avantages personnels* que les responsables politiques peuvent ou ne peuvent pas tirer de leur exercice d'un mandat public. Ces règles sont essentielles parce qu'elles encadrent une condition fondamentale de fonctionnement de la démocratie : la distinction entre le public et le privé. Dès lors que la loi a défini une forme d'enrichissement comme illégitime (et c'est bien sûr toujours le cas lorsqu'on confond patrimoine public et patrimoine personnel), la sanction devrait donc aller de soi.

Pourquoi, alors, suis-je aussi perplexe devant la façon dont les médias (mais aussi les adversaires politiques et souvent, les citoyens) abordent ces questions « d'éthique »? C'est que *l'opprobre particulier* qui s'attache à l'idée de bénéfice personnel dans la sphère publique permet un jeu de dénonciation médiatique qui se substitue peu à peu à l'analyse des politiques

---

<sup>2</sup> Je recommande à ce sujet la lecture de ce remarquable journal qu'est le *Los Angeles Times*, disponible gratuitement sur le net.

<sup>3</sup> Du moins au moment où ces lignes sont écrites : mi-novembre 2005.

effectivement menées. C'est d'autant plus pernicieux que cet opprobre ne se limite pas à la définition de l'illicite : comme on l'a bien vu avec l'affaire de la « douche » de Marie Arena, un avantage parfaitement licite, dès lors qu'il est présenté comme un « bénéfice personnel » peut suffire à construire une campagne de dénigrement, indépendamment de toute évaluation des conséquences.

En effet, « l'éthique » ainsi comprise est une morale totalement « plate » : il n'y a aucun rapport entre l'ampleur de l'avantage obtenu et l'importance de la condamnation morale. Dans ce monde, « *qui vole un œuf, vole un bœuf* » et la dénonciation de la moindre suspicion de « faute » pèse autant que la plus catastrophique des politiques. Dès lors, il est bien plus facile d'abattre un adversaire en cherchant à savoir si lui-même ou un membre de son équipe n'aurait pas contrevenu à une « règle d'éthique » quelconque (fût-elle une simple règle de convenance et non une règle juridique) plutôt que de s'en prendre au fond de la politique menée.

La focalisation exclusive sur l'éthique est donc dépolitisante puisqu'elle amène à juger moralement la personne au lieu de juger l'impact des choix politiques qui ont été posés. Du moins, dans nos pays, ce jugement moral se porte-t-il sur un aspect qui est lui-même politique : l'obligation de distinguer son avoir privé de l'avoir public. Mais la dérive est toujours possible vers un moralisme à l'anglo-saxonne où la conduite purement privée peut servir de critère d'évaluation décisif. Ainsi, on peut se demander quelle valeur présente une « éthique » en vertu de laquelle Bill Clinton aurait pu finir destitué pour son aventure avec Monica Lewinski tandis que George Bush ne risque pas de l'être pour sa gestion désastreuse des effets du raz-de marée Katrina en Louisiane.<sup>4</sup>

Mais il y a plus : derrière la focalisation exclusive sur l'éthique, je soupçonne que se cache une vision profondément « apolitique » du monde. Une vision dans laquelle, la politique se limite à la « gouvernance », c'est-à-dire à appliquer correctement des règles de « bonne gestion » de la chose publique (qui commencent évidemment par le fait de ne pas la confondre avec son patrimoine personnel). C'est un contresens radical sur la nature de la politique elle-même. Il y a une infinité de « bonnes » ou de « mauvaises » gestions puisqu'il n'y a pas de « bien commun » prédéfini mais des arbitrages constamment à refaire : plus pour l'emploi ou pour l'environnement ? Plus pour les pensions ou pour l'éducation ? Pour la prévention ou pour les soins de santé ? C'est sur ces questions (et les milliers d'autres) que doit porter le débat politique.

Il est donc urgent de remettre l'éthique à sa vraie place : il existe des règles de conduite pour les acteurs politiques. Le respect de ces règles est essentiel et les transgressions doivent être sanctionnées sans équivoque. Mais ce n'est là que le degré zéro de la politique. C'est la suite qui est fondamentale. Si l'on apprend demain – sait-on jamais – que Saddam Hussein ne volait pas dans les caisses de l'Etat irakien, nous deviendra-t-il plus sympathique ?

Marc Jacquemain

---

<sup>4</sup> Ce qu'un dessin de Clou, paru dans la Libre Belgique avait mis en évidence avec une cruelle lucidité : juxtaposant la petite tache de sperme sur la robe de Monica et les trombes d'eau qui se sont abattues sur La Nouvelle Orléans, le dessinateur laissait entendre que « chacun avait sa petite faiblesse » (je cite de mémoire)